

INTRODUCTION

Concevoir et écrire
le passé de l'Afrique

INTRODUCTION

Alexandre Livingstone Smith¹ & Scott MacEachern²

Y-a-t-il quelque chose à trouver en Afrique ? Bien que le continent soit généralement reconnu comme le berceau de l'humanité, le grand public ignore souvent les événements qui succédèrent à ce début presque mythique. Le continent africain a clairement un passé, mais la connaissance de ce passé est partielle, filtrée et parfois tendancieuse. Ce déni d'histoire est attribuable à la traite internationale d'esclaves et aux politiques d'expansion coloniale, qui ne laissaient certes pas beaucoup de place au respect mutuel ni à un échange éclairé, mais également au fait que la recherche scientifique dans des nations coloniales fut dominée par la pensée évolutionniste. L'idée simpliste d'opposer les stéréotypes « industriel/dynamique » à « traditionnel/inchangé » s'impose encore aujourd'hui. La plupart du temps les chercheurs trouvent ce qu'ils recherchent. L'histoire a longtemps été une discipline dédiée aux sources écrites, négligeant donc des civilisations mieux connues par d'autres sources telles que l'archéologie. Il va de soi que l'archéologie est, comme toute discipline historique, immergée dans le contexte social dans lequel elle est pratiquée. L'interprétation des données archéologiques peut par conséquent être guidée par les intérêts d'un(e) chercheur(e) ou de la communauté à laquelle il ou elle appartient.

L'archéologie a, dans des contextes très divers, joué un rôle important dans des luttes politiques sur le continent africain depuis plus d'un siècle. Dans plusieurs pays, elle a été utilisée pour intensifier un sentiment national ou, plus généralement, pour insuffler de la fierté dans le passé africain. Ailleurs, comme au Grand Zimbabwe, les données archéologiques furent rejetées ou déformées afin de soutenir des hypothèses euro-centristes et colonialistes au sujet des anciennes sociétés. Les chercheurs doivent constamment prêter attention aux circonstances sociales et politiques dans lesquelles se déroule leur recherche et sont interprétés ses résultats.

Les contributions suivantes devraient être utiles à cet égard, puisqu'elles retracent l'histoire de la discipline et en présentent un état des lieux selon plusieurs points de vue.

Pour commencer, **John Sutton** expose brièvement le rôle et les caractéristiques principales de l'archéologie africaine. Notre discipline n'est qu'une piste de recherche parmi d'autres telles que l'histoire, la linguistique ou encore l'anthropologie, pour n'en citer que quelques-unes. Par rapport aux modèles et aux objectifs de recherche, il distingue deux écoles : l'école des Universalistes, pour qui l'Afrique n'est qu'un cas d'étude soumis aux objectifs de recherche plus vastes, et celle des africanistes, pour qui la reconstruction du passé africain constitue l'essentiel. Les besoins des africanistes expliquent comment l'Histoire africaine en est arrivée à être 'écrite' ou documentée par une combinaison d'archéologie, d'anthropologie, de linguistique et de mémoires locales.

1 Service Patrimoines, Musée royal de l'Afrique centrale, Université libre de Bruxelles, Belgique et GAES-Université de Witwatersrand, Afrique du Sud.

2 Département de Sociologie et d'Anthropologie, Bowdoin College, Brunswick, États-Unis.

En se concentrant sur la situation actuelle, **Susan K. MacIntosh** fait le point sur l'état de la pratique en archéologie, en considérant ses financements et ses priorités, ses agendas théoriques et ceux de la recherche, les conceptions de projets et les intérêts des parties impliquées. Elle offre ainsi un survol des différents éléments clés qu'un chercheur doit prendre en compte en menant une recherche sur le continent africain – ou ailleurs. Il précise qu'un dialogue entre toutes les parties concernées par le résultat d'une recherche archéologique est crucial. Cela implique qu'afin de respecter les délais très stricts des demandes de crédit, il est nécessaire que les chercheurs aient construit, au préalable, avec des partenaires locaux et internationaux, un réseau qui puisse être activé au moment de soumettre une demande de subvention.

Moustapha Sall traite ces questions du point de vue d'Afrique de l'Ouest. En prenant le Sénégal comme cas d'étude, il se penche sur l'origine de la recherche archéologique dans la région et sur sa transformation au sein des nouveaux états indépendants à partir de 1960. Il analyse une série de questions clés telles que l'attribution culturelle des sites archéologiques, le rôle de l'archéologie historique, la protection du patrimoine et la formation des futures générations d'archéologues. Il met l'accent sur le rôle croissant des Études d'Impact patrimoniales et sur les fouilles de sauvetage, qui produisent selon lui des données impartiales car elles ne sont pas orientées vers d'autres problèmes que celui de sauvegarder les traces matérielles d'une présence ancienne d'humains ou d'homininiens.

Christophe Mbida Mindzie apporte à ce thème la perspective de l'Afrique centrale. Se référant à l'exemple du Cameroun, il explique comment l'archéologie, considérée comme auxiliaire de l'Histoire, s'est développée grâce à une combinaison de décisions politiques qui ont promu des instituts de recherche camerounais, des programmes de recherche nationaux et des collaborations avec des équipes internationales. En ce qui concerne le XXI^e siècle, il analyse les avantages et les inconvénients de l'essor d'une archéologie préventive et de sauvegarde.

SUR LES TRACES DE L'HISTOIRE AFRICAINE : SONDER LE PASSÉ À PARTIR DU PRÉSENT

John Sutton¹

Étude du paysage et de chaque détail visible à sa surface ou révélé par une fouille, l'archéologie est indispensable à la compréhension du passé, où que vivent ou aient vécu des humains. Ce n'est toutefois pas la seule façon de questionner l'histoire. En effet, en sondant le passé à partir du présent, on peut établir une corrélation entre la documentation archéologique et les contributions anthropologiques, en particulier les études ethnographiques et linguistiques ainsi que les témoignages oraux et comptes rendus écrits lorsqu'ils existent (voir le chapitre 6). Concernant cette méthode de reconstruction du passé à partir d'approches multiples, l'Afrique a joué un rôle pionnier, sachant que les sources documentaires classiques – piliers traditionnels de la recherche historique en Europe – y sont rares avant le XX^e siècle, en dehors de quelques régions.

I. L'ARCHÉOLOGIE EN ET SUR L'AFRIQUE

Des archéologues se sont eux-mêmes rendus dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne avant 1900 (et plus tôt encore en Égypte). Dans la majorité des pays cependant, il a fallu attendre les dernières années du régime colonial (1950-1960), voire les premières décennies des indépendances, pour voir émerger une recherche structurée et durable. Les bouleversements politiques de cette période se sont accompagnés d'une demande radicale, émanant du peuple comme de l'élite intellectuelle, d'explication des origines des cultures et des peuples africains sur un mode positif – en opposition à la vision très frileuse de l'histoire africaine typique des administrations coloniales et de leurs services éducatifs. La création d'universités, de musées nationaux et régionaux ainsi que de services des antiquités au milieu du XX^e siècle, a jeté les bases institutionnelles qui ont permis d'attirer des archéologues sur le continent. Ces pionniers, au début essentiellement des expatriés, étaient spécialisés en termes de région, de période et de thématique. Leurs objectifs et perspectives présentaient aussi des divergences qui ont perduré tandis que la recherche se développait. En résumé, les archéologues travaillant sur l'Afrique appartiennent à deux écoles ou – que l'on peut qualifier respectivement d'« universaliste » et d'« africaniste ». Les distinctions ne sont toutefois pas si nettes, ces deux grandes traditions ne sont pas complètement opposées. Ce sont leurs visions et leurs agendas qui diffèrent.

A. Les universalistes

Pour l'école universaliste, l'archéologie est une discipline universitaire mondiale (considérée habituellement en Amérique du Nord comme une section de l'anthropologie). À ce titre, elle sélectionne des régions pour effectuer le travail de terrain et des sites prometteurs pour entamer des fouilles, en Afrique comme ailleurs, afin de tester des hypothèses générales et de comprendre les modes de vie et d'adaptation des humains depuis les temps les plus anciens jusqu'à un passé récent. Dans ce cadre, les chercheurs prennent bien évidemment en compte les facteurs locaux et les signes de changements de l'environnement à travers les âges, car ceux-ci sont capitaux pour leur objectif de reconnaissance de la diversité des cultures humaines entre les continents et en leur sein. Mais à l'état pur – si l'on peut dire – cette école est moins centrée sur l'Afrique et son histoire en tant que telles que sur des questions universelles de théorie, de pratique et d'interprétation archéologiques et anthropologiques. Il met l'accent sur les idées qui valent la peine d'être testées *en* Afrique plutôt que sur l'archéologie – et l'histoire – *de* l'Afrique et de ses régions.

Cette approche s'applique tout particulièrement à l'archéologie et à la paléanthropologie de l'Âge de la Pierre, à savoir, l'étude des humains depuis leur apparition en Afrique il y a quelque deux millions d'années, en tant qu'espèce animale capable de se tenir debout et de fabriquer des outils (sans toutefois oublier les pré- et proto-humains plus anciens). Comme chacun le sait, la recherche de terrain à l'origine des connaissances actuelles sur l'évolution humaine, non seulement sur le plan physique (grâce aux découvertes d'ossements fossilisés), mais aussi comportementale (grâce à l'étude des environnements, lieux de vie et outils des humains), s'est essentiellement concentrée, depuis le milieu du XX^e siècle, sur l'Afrique de l'Est. Avec sa succession exceptionnelle de gisements fossilifères et ses outils du début de l'Âge de la Pierre, Olduvai, en Tanzanie, n'est qu'un de ses nombreux sites majeurs (**fig. 1**). Résultat, l'origine africaine de l'évolution humaine est de nos jours une évidence incontestable. Cette conclusion ne constitue cependant qu'un point de départ pour des questions de plus en plus subtiles, dans le cadre desquelles les découvertes africaines, et leur examen détaillé en laboratoire par des anatomistes et d'autres scientifiques, revêtent une importance mondiale. Car nul n'est « propriétaire » du passé ;

¹ Ancien directeur du British Institute in Eastern Africa, Nairobi, Kenya et ancien professeur à l'Université du Ghana, Legon.



Fig. 1. Deux millions d'années de l'histoire de l'évolution humaine révélés dans les gorges d'Olduvai (dans le nord de la Tanzanie), un immense ravin creusé par l'érosion et entaillant 100 mètres de couches successives du Pléistocène, y compris tufs volcaniques et cendres. La plupart de ces dépôts se sont formés dans des lacs alcalins peu profonds, situation idéale pour la fossilisation des ossements. La découverte à la fin des années 1950 de reliquats fossiles d'*Australopithecines* et d'*Homo habilis* dans les strates inférieures du site (par Louis et Mary Leakey) a conféré à ce dernier une renommée internationale. (Photo © J. Sutton.)

l'histoire humaine, de ses origines à nos jours, appartient à tous.

La question complexe de l'expansion depuis l'Afrique jusqu'en Eurasie (et finalement autour du globe) présente un intérêt universel évident. En outre, il est aujourd'hui admis que de tels mouvements de « sortie d'Afrique » se sont produits plus d'une fois. La première sortie, il y a des centaines de milliers d'années, impliquait des humains pré-*sapiens* aux traditions, typiques du début de l'Âge de la Pierre, de fabrication et d'usage d'outils destinés à un quotidien de chasseurs-cueilleurs. Leurs descendants finirent par être supplantés par les humains modernes (*Homo sapiens*), espèce avancée qui évolua aussi sur le continent africain et développa des cultures et des comportements plus polyvalents (y compris un sens et des compétences artistiques, ainsi que le suggère une recherche récente). Les descendants d'*Homo sapiens* sont parvenus en Asie il y a moins d'une centaine de milliers d'années – « hier » à l'échelle de l'histoire humaine globale – et ont atteint des continents plus lointains encore beaucoup plus tard.

Ce tableau d'ensemble ressort en partie des fossiles découverts en Afrique et aussi en Eurasie et de leur datation en laboratoires (équipés des dernières techniques de mesure isotopique d'échantillons soigneusement recueillis), mais également des derniers progrès de la génétique comparée (ADN en particulier). Les détails évoluent bien sûr, à mesure que la



Fig. 2. Des décharges, une des clés de l'histoire des peuplements des villes, comme à Ntusi (Ouganda occidental), un centre de culture du sorgho, entouré par une zone réservée au pacage du bétail, environ 1 000 à 1 400 après J.-C. Deux décharges de 5 mètres – connues sous le nom de « *ntusi mâle* » et « *ntusi femelle* » – témoignent d'un système organisé d'élimination des ordures ménagères – notamment des os provenant du bétail, des graines de sorgho grillées et des pots cassés – et illustrent une économie équilibrée entre agriculture et élevage. Les traditions régionales concernant les dieux et les héros font état de bêtes magnifiques, paissant sur les riches pâtures ondoyantes. (Photo © J. Sutton.)

recherche progresse. Cette dernière implique non seulement des équipes d'archéologues et de géologues sur le terrain, mais aussi des paléontologues et des anatomistes pour l'étude des fossiles en dialogue avec des généticiens (basés dans les musées et les facultés de médecine du monde entier), ainsi que les laboratoires de datation. La recherche de vestiges archéologiques des premiers *Homo sapiens* en Afrique, en particulier de fragments de squelettes fossilisés et, d'importance égale, les découvertes associées à l'Âge de la Pierre et leurs contextes (environnemental, climatique, etc.), relèvent ainsi de l'intérêt international et répondent à la soif de savoir du monde entier. La recherche sur un continent particulier, qu'il s'agisse d'archéologie ou de toute autre science, ne peut être isolée du reste du monde.

B. Les africanistes

La seconde tradition d'archéologues active en Afrique – l'école le plus ouvertement africaniste – ne constitue pas un « club » formellement séparé ; de fait, certains pourraient même nier une réelle distinction. Il existe néanmoins une différence, en termes de conception et de focalisation. Tandis que la première école réunit des spécialistes travaillant sur des sites de tous types (et de toutes les époques également) qui se trouvent être *en* Afrique, l'autre tradition s'attache à développer une archéologie *de* l'Afrique, qu'elle associe à un engagement à « redécouvrir » région par ré-

gion, petit à petit, l'*histoire* de ce continent et des peuples et cultures qui y *existent*, au sein de leurs environnements. Il faut souligner que ces environnements sont ceux que ces mêmes populations ont contribué à façonner dans la durée, en particulier par le défrichage pour des cultures diverses et le pâturage pour leurs cheptels bovins et autres. Ce choix implique de se concentrer sur une période relativement courte, s'étalant sur les quelques derniers siècles ou millénaires, avec un intérêt généralement marginal pour l'Âge de la Pierre.

Cet élan donné aux recherches sur les origines des populations africaines contemporaines apparut en réalité dans les années 1950-1960, alors que la clameur pour l'indépendance vis-à-vis de la domination coloniale retentissait à travers le continent. Dans ce contexte, il allait de soi que la demande du peuple dépasse le politique pour s'étendre aux sphères culturelle et éducative. En bref, on en appelait à une nouvelle vision de l'Afrique et de ses peuples, donnant la priorité à l'écriture historique : histoires continentale, nationale et régionale, incluant celles des ethnicités particulières et des anciens royaumes. C'était le début d'une révolution intellectuelle, sachant qu'avant les indépendances, la possibilité d'une histoire africaine *précoloniale* avait en général été rejetée sous prétexte d'un manque de « sources » (c'est-à-dire de documents écrits dans la tradition établie de la pensée européenne). En effet, ce que l'on appelait « histoire de l'Afrique » dans les écoles coloniales se limitait aux explorateurs et commerçants étrangers, aux missionnaires chrétiens, aux soldats et pour finir aux administrateurs, histoire dont les Africains n'étaient que les figurants, presque comme un oubli réparé au dernier moment. La même mentalité coloniale expliquait toute manifestation des Lumières, du développement, de l'initiative technique, de la sophistication politique ou de ce qu'on appelait sans plus de précision la « civilisation » sur le continent, comme résultant nécessairement d'un processus de diffusion exogène. Cette image de l'Afrique devait changer.

La raison de l'enracinement de ce parti pris « eurocentrique » ne résidait pas dans l'absence de recherches sur les sociétés africaines, mais plutôt dans une certaine vision et une certaine orientation. Car, depuis le début du XX^e siècle, de nombreuses parties du continent s'étaient révélées être des terrains fertiles pour le travail anthropologique – réalisé par des administrateurs coloniaux, des missionnaires, puis des chercheurs professionnels. La qualité de leurs impressionnantes publications est variable, mais les meilleures études contiennent des comptes rendus informatifs et pertinents de différentes sociétés africaines de l'époque, ainsi que des grammaires détaillées de leurs langues. Ces

premiers anthropologues de terrain ont donc permis de sauvegarder une grande quantité de documents précieux pour la postérité. Leur perspective n'était toutefois pas tant historique qu'ethnographique, c'est-à-dire centrée sur la description de la culture et des institutions « traditionnelles » de chaque « tribu », comme si ces dernières avaient vécu et vivaient dans un présent perpétuel. Il n'est pas surprenant qu'une image aussi statique et paternaliste de l'Afrique précoloniale et de ses populations ait paru très inappropriée dans le contexte du « réveil africain » des années 1950-1960. Il fallait offrir une vision dynamique, qui permette de rendre compte des évolutions historiques et de reconnaître à leur juste valeur les initiatives et réalisations africaines – entreprise à laquelle participerait une génération émergente d'intellectuels africains. Quant à la méthode de recherche, la vieille excuse relative à la rareté des matériaux écrits n'était plus acceptable. Il fallait identifier et explorer de nouvelles sources et techniques d'enquête historique. Une nouvelle voie paraissait évidente, qui consistait à examiner le paysage, à chercher des signes d'installations passées et d'activités sur le terrain ; il s'agissait en d'autres termes de se tourner vers l'archéologie – en particulier celle de ce qui allait s'appeler l'Âge de Fer africain (voir **fig. 2 et 3a & b**).

II. L'HISTOIRE AFRICAINE : COMBINER LES PREUVES ARCHÉOLOGIQUES, L'ANTHROPOLOGIE, LES LANGUES ET LES MÉMOIRES LOCALES

Depuis les premiers travaux épars du milieu du XX^e siècle en Afrique occidentale, orientale et centrale, l'engagement archéologique s'est ainsi concentré sur les populations africaines existantes et leurs origines. Avec l'aide d'informateurs locaux et des connaissances ethnographiques disponibles, l'archéologie s'est efforcée d'investiguer à rebours, *via* les précédentes générations, pour en quelque sorte « ouvrir une fenêtre » sur le passé et saisir les quelques indices chronologiques disponibles. L'objectif était donc de découvrir les origines du présent durant les derniers siècles, voire dans certains cas, durant le dernier millénaire ou davantage. Cela peut sembler vague, mais il existait dans les années 1950-1960 si peu de données documentées ou datées – la méthode au radiocarbone était encore nouvelle et rarement testée – que les horizons des projets de recherche étaient flous. En fait, avec un agenda écrit par des historiens généralistes (véhiculant leurs slogans du moment, etc.) et par la demande populaire et éducative, les résultats solides émanant de la recherche étaient vite débordés par l'enthousiasme et la spéculation. Des sites ont été sélectionnés pour des fouilles en raison de leurs caractéristiques marquantes (par exemple, des buttes de différentes sortes ou aux finalités mystérieuses, des



Fig. 3. Murs et portes de la ville : règles d'entrée et d'exclusion, symboles de pouvoir et fierté de l'histoire.

(a) Surame (nord-ouest du Nigéria) : capitale du royaume de Kebbi des XVI^e et XVII^e siècles, entourée de deux murs de pierre concentriques. Un siècle après l'abandon de Surame, le site était découvert par des djihadistes peuls – « Ces ruines ne ressemblent à rien de ce que nous avons vu auparavant » – et les incita à construire leur nouvelle capitale à l'emplacement de Sokoto.

(b) Zaria : capitale de l'ancien royaume hausa de Zazzau, conquis par les djihadistes peuls au début du XIX^e siècle et réduit au statut d'émirat absorbé par l'empire de Sokoto. À l'instar d'autres anciennes villes hausa, elle étale fièrement ses murs remarquables (typiquement construits en briques séchées au soleil) et ses passerelles gardées. Les lourdes portes renforcées de piliers de fer ont toutefois disparu depuis longtemps et la nécessité de protéger et conserver ce qu'il en reste est évidente. (Photos © J. Sutton.)

murs interprétés à tort ou à raison comme des fortifications et des installations villageoises identifiées par des tessons de poterie en pleine érosion), ou encore des lieux réputés avoir abrité des capitales royales, selon les autorités traditionnelles. Ainsi, en dépit de débuts plutôt hasardeux, ce que l'on a nommé « Âge de Fer » ou parfois « archéologie historique » s'est développé dans toute l'Afrique ; et, en tant que sous-discipline, s'est rapidement distingué de la « préhistoire », domaine des spécialistes de l'Âge de la Pierre. L'accent mis sur le travail et l'usage du fer – vieux de quelque deux mille ans dans certaines parties de l'Afrique sub-saharienne, comme nous l'a appris un meilleur usage des tests au radiocarbone – et également sur le développement des économies agricoles régionales (et pastorales), a ouvert la voie à travers le continent à des recherches conçues de manière plus systématique dans les décennies qui ont suivi.

Certains des praticiens se sont essentiellement concentrés sur les sites et les découvertes archéologiques, qu'ils ont consignés dans des monographies et journaux spécialisés (y compris ceux qui étaient publiés par des sociétés savantes de plusieurs pays africains). D'autres, se consacrant au « grand public », ont tenté d'interpréter les résultats plus largement et de maintenir des relations étroites avec les écoles d'his-

toire des nouvelles universités africaines et des institutions européennes (où les précieuses collections des bibliothèques, archives et musées attiraient de plus en plus l'attention, stimulée par la popularité croissante des études africaines, particulièrement en Amérique du Nord). En outre, le dialogue était encouragé avec des intellectuels d'autres disciplines concernées par l'histoire précoloniale. Il s'agissait, en résumé, des traditions orales (et du « folklore ») et des références écrites conservées (en arabe et dans des langues européennes) ; de l'anthropologie, dans une acception large mais surtout ethnographique (avec des détails sur l'organisation sociale, l'économie et la culture matérielle relevés « tribu » par « tribu »), et tout particulièrement de la linguistique comparée. Cette dernière discipline s'est avérée extrêmement importante, non seulement pour retracer les évolutions des relations historiques entre les communautés sur la durée, mais aussi, grâce à l'attention prêtée aux changements des sons et des significations, pour documenter les innovations culturelles et économiques (des cultures et méthodes agricoles à la technologie et au commerce), ainsi que la chronologie relative de ces développements et de leur extension.

Les projets réellement pluridisciplinaires furent initialement peu nombreux, mais ce qui comptait alors c'était le



Fig. 4. Ethnographie et archéologie : terrasses de champs de sorgho fumés ; (a) existantes (traversées par un chemin pour les villageois et le petit bétail), Konso (Éthiopie) ; (b) abandonnées il y a 200 à 300 ans, Nyanga (Zimbabwe). (Photos © J. Sutton.)

principe émergent de combiner ces approches variées pour reconstruire l'histoire africaine précoloniale. Rétrospectivement, certains des premiers exercices interdisciplinaires ont été conçus de façon trop étroite et simpliste. Par exemple, entreprendre des fouilles dans des sanctuaires ou des capitales revendiquées (notamment dans la région des Grands Lacs en Afrique de l'Est), dans l'espoir de vérifier les noms légendaires et de confirmer la datation d'événements spécifiques au moyen des récits de la tradition orale et de listes des rois, semblerait aujourd'hui plutôt naïf. Avec le temps cependant, les archéologues africanistes – et les historiens en général – ont appris de l'anthropologie sociale à moins se préoccuper de la véracité littérale des témoignages oraux (et aussi écrits), ou à les considérer simplement comme des sources de « faits » datés. Ils en sont plutôt venus à apprécier la signification profonde des savoirs traditionnels et du domaine des « mythes » pour comprendre à la fois le présent et le passé des sociétés et de leurs cultures. En effet, bien que les sciences humaines en Afrique ne soient plus monopolisées par les anthropologues, ces derniers – et le caractère cumulatif de leur travail – jouent un rôle essentiel dans la pensée des historiens modernes. Archéologues, prenez-en acte !

Ceci est d'autant plus vrai quand on puise dans l'ethnographie, en particulier en ce qui concerne la culture matérielle, pour interpréter les découvertes archéologiques. Les premières tentatives de comparaison de caractéristiques spécifiques à des lieux d'installation et à des objets domestiques découverts lors de fouilles, avec des exemples existants « traditionnels » (de types d'habitats, styles de poterie, ouvrages en fer, etc.) peuvent rétrospectivement sembler faciles et rudimentaires, trop sélectives et peu attentives à l'importance

du contexte. C'est là que le regard et l'écoute perspicaces de l'anthropologue auraient pu jouer un rôle correctif. Néanmoins, la reconnaissance d'inexactitudes passées n'implique pas que l'on doive rejeter en bloc l'analogie ethnographique comme outil de compréhension des découvertes issues de fouilles (fig. 4).

Qu'il s'agisse en effet de sites ou de paysages complets, ou de découvertes d'objets isolés, toutes les interprétations archéologiques s'appuient – au moins implicitement – sur un raisonnement à partir du présent. De façon plus explicite, on peut souvent tester des conclusions provisoires par des expérimentations adéquatement conçues, surtout si ces dernières sont entreprises en coopération – tant intellectuelle que physique – avec la communauté locale. La terminologie indigène pour chacun des objets, des procédés et même des concepts est essentielle ici, à des fins de comparaison et de reconstruction historique d'une région ; cela implique l'aide d'un linguiste doté d'une expérience locale ou au moins celle d'un interprète sensible. Les plus productifs de ces projets ethnoarchéologiques se sont parfois transformés en études détaillées des villages ruraux, de leurs unités résidentielles et méthodes de construction en action, ainsi que de leurs usages fonciers, leurs systèmes de cultures et leur stratégie agricole tout au long de l'année et des technologies associées. Ainsi, en gérant bien les choses et en évitant tout sentimentalisme déplacé – ce qui implique le rejet de la vision nostalgique d'une Afrique « traditionnelle » inchangée avant l'intervention d'étrangers –, il est possible de commencer à discerner à la fois « le passé dans le présent » et « le présent dans le passé » et, en élargissant la perspective, la place de l'Afrique dans l'histoire mondiale.

L'ARCHÉOLOGIE EN AFRIQUE : QUI DÉFINIT LES PRIORITÉS ?

Susan Keech McIntosh¹

L'Afrique offre à quiconque désire y entreprendre des recherches archéologiques une foule d'opportunités, qu'il s'agisse d'apporter des connaissances pionnières sur des zones non étudiées, d'établir des cadres chronologiques fondamentaux, de créer des bases de données de référence, ou de revisiter des sites fouillés au cours des décennies précédentes et compléter l'information existante. En fait, le nombre d'archéologues en activité par rapport à la surface continentale habitable en Afrique est incroyablement bas. Dans certains pays (par exemple en Guinée Conakry, en Guinée Bissau), il n'y a pas d'archéologues professionnels dans les universités ou les administrations ; à l'autre extrémité se situe le cas unique de l'Afrique du Sud, pays doté d'une expertise archéologique nombreuse et diversifiée et d'une recherche bien financée et menée dans des contextes institutionnels variés. Des pays comme le Sénégal, le Maroc, l'Égypte, le Kenya, le Botswana, le Nigeria et le Ghana occupent des positions plus ou moins intermédiaires entre ces deux pôles.

Le développement de l'archéologie en Afrique a été très inégal, variant d'un pays à l'autre en fonction des expériences coloniales et postindépendance locales en matière de formation, de développement institutionnel et de financement. Cela vaut également pour notre connaissance du passé africain. Certaines périodes et aires géographiques ont été étudiées de manière privilégiée, alors que de vastes secteurs de l'Afrique demeurent inexplorés. Le caractère inégal et profondément fragmentaire du paysage cognitif peut être attribué à trois facteurs dominants (Stahl 2004) :

1. les questions que les archéologues choisissent d'explorer, qui sont sous-tendues par toutes sortes d'hypothèses sur la nature des sociétés africaines passées et présentes ;
2. la manière dont les sites sont évalués ou identifiés comme « significatifs » – un facteur clairement lié au précédent ;
3. l'accès au financement pour le travail de terrain, l'analyse, la publication, ainsi qu'à la formation archéologique et aux cadres institutionnels fournissant les infrastructures, le soutien et les objectifs de la recherche archéologique.

Les priorités archéologiques en Afrique ont été, et continuent d'être, définies sur base d'applications implicites ou explicites de théories ou de concepts lourds de théorie, pour la plupart originaires de l'extérieur du continent. Durant la

période coloniale, le récit historique du progrès social et technologique des Lumières était profondément inscrit dans le système des trois Âges qui avait été transposé en Afrique avec un succès limité. L'entreprise coloniale et impériale était bien servie par la croyance qui faisait de l'Afrique un continent rétif au progrès, hors du temps et immuable. « Tels que nous les voyons aujourd'hui, ainsi ont-ils toujours été », selon la proposition de Hegel. Le cadre théorique primaire élaboré par le petit nombre d'archéologues des services coloniaux à partir des années 1930 était l'histoire culturelle, une approche descriptive visant à identifier des regroupements normatifs basés sur la culture matérielle. Considérée par certains comme une approche neutre du passé, l'histoire culturelle ne disposait pourtant pas véritablement d'outils conceptuels lui permettant d'expliquer le changement culturel. Elle s'appuyait plutôt sur la diffusion et la migration pour rendre compte du changement, et les influences exogènes étaient invoquées de manière récurrente pour expliquer l'innovation technologique ou la « monumentalité », depuis le Grand Zimbabwe jusqu'aux mégalithes et tumuli du Soudan occidental.

Après l'indépendance, l'archéologie délaissa dans la plupart des pays les histoires/préhistoires universelles, dans lesquelles l'Afrique avait figuré de manière marginale, au profit des histoires locales et nationales. Profondément conscients des déperditions subies par les histoires traditionnelles et les traditions orales pendant la période coloniale, les Africains de nombreux pays se sont tournés vers l'archéologie en tant qu'instrument primordial pour retrouver et rétablir leur passé. Dans ces pays a émergé une archéologie nationaliste centrée sur les périodes récentes – depuis les origines de la production alimentaire jusqu'à l'ère transatlantique. Le nouvel agenda archéologique visait entre autres à réfuter la vision de l'Afrique comme un désert à l'écart du progrès. Mettant l'accent sur l'explication du changement culturel endogène, le paradigme processuel de la « Nouvelle Archéologie », qui se développa en Angleterre et en Amérique à la fin des années 1960 et dans les années 1970, correspondait bien à ce nouvel agenda, en dépit de limitations que les post-processualistes critiqueraient au début des années 1980. Les chercheurs britanniques et américains travaillèrent dans plusieurs pays dans le cadre du paradigme processuel et commencèrent à former des étudiants. Toutefois, à travers la plus grande partie de l'Afrique, l'histoire culturelle est restée le référentiel dominant tant pour les archéologues locaux que pour ceux qui provenaient de plusieurs pays d'Europe occidentale. Robertshaw (1990) fournit

¹ Rice University, Houston, États-Unis.

des détails sur le développement différentiel des priorités en matière de théorie, de pratique et de recherche archéologique dans diverses régions d'Afrique pendant la période coloniale et après les indépendances. Un certain nombre de pays d'Afrique envoyèrent leurs étudiants se former à l'archéologie en URSS et dans des pays du bloc soviétique, dont la Pologne, mais, comme elle finança très peu de projets archéologiques en Afrique, l'archéologie soviétique n'exerça jamais une grande influence sur les orientations de recherche.

I. FINANCEMENT ET PRIORITÉS ARCHÉOLOGIQUES

Pour les archéologues africains que j'ai interviewés pour ce chapitre, c'est clairement l'argent qui oriente les priorités de l'archéologie africaine. Les projets financés de manière externe constituent l'essentiel de la recherche archéologique dans bien des pays et les ordres du jour sont établis par les chercheurs européens et nord-américains quand ils rédigent leurs demandes de subventions.

Dans les différents pays africains, les programmes et priorités internes de la recherche archéologique, la conservation des sites archéologiques et le travail de sauvetage dépendent des contextes institutionnels, des capacités professionnelles et des infrastructures, toutes choses reflétant les niveaux de financements actuels et passés. La gestion du patrimoine, liée au tourisme, est souvent le secteur le mieux développé, mais les décisions la concernant peuvent être confiées à des fonctionnaires formés à la gestion plutôt qu'à l'archéologie. La législation nationale portant sur le développement et la gestion des ressources culturelles (GRC) ouvre d'autres options de recherche dans certains pays où la GRC constitue une dimension grandissante, bien qu'encore mineure, de l'archéologie. Dans la plupart des pays, les archéologues de formation, hébergés dans les universités et les organismes gouvernementaux – instituts des Sciences humaines ou directions des Monuments et des Musées –, fournissent le personnel de base pour le travail archéologique de terrain. Selon les pays, les desseins de ces archéologues peuvent être entravés par une législation en matière d'antiquités qui soit déficiente ou trop peu appliquée, sans parler de niveaux de financements faibles ou proches de zéro pour leurs propres recherches et la formation au terrain des étudiants. Il n'est pas rare de trouver en Afrique des fonds de recherche et d'enseignement de départements d'archéologie tout entiers qui se situent entre quelques centaines et moins de 5000 \$ par an. Dans un tel contexte, les projets étrangers peuvent constituer des opportunités bienvenues, à la fois pour les partenariats avec les archéologues locaux et pour la formation au terrain des étudiants des universités du cru. Une difficulté qui peut survenir est la déconnexion fréquente entre la direction de l'État qui délivre les permis de recherche archéologique et la faculté universitaire d'Archéologie

en question. Bien qu'on lui assigne un « homologue » gouvernemental qui touche un *per diem* pour sa participation au projet, un chercheur étranger a souvent besoin de se rapprocher personnellement de collègues des départements universitaires d'archéologie pour pouvoir identifier, au niveau de la faculté, des collaborateurs et des étudiants désireux d'acquérir une expérience de terrain. Idéalement (mais les circonstances sont souvent loin d'être idéales), ces contacts et conversations doivent démarrer au moment de la formulation du projet, plutôt qu'après son financement. L'occasion pour des étudiants de travailler sur certains matériaux du projet pour leur mémoire ou des articles peut également s'avérer opportune et grandement appréciée.

II. PROGRAMMES THÉORIQUES

La théorie est fondamentale pour les programmes archéologiques et elle influence les types de questions que nous posons à propos du passé, les observations et les données que nous estimons pertinentes et les interprétations que nous proposons. Que nous reconnaissons et explicitons notre orientation théorique ou non, elle sous-tend toutes nos activités archéologiques. Les préoccupations au sujet de l'élaboration théorique et de son articulation avec la formulation des questions de recherche, la conception de la recherche, la collecte et l'analyse des données, et l'évaluation des interprétations ou des hypothèses ont été mises en avant par la Nouvelle Archéologie dans les années 1960 et 1970. Les décennies suivantes ont vu une explosion de théories archéologiques, accompagnée de changements (qualifiés de « tournants ») dans les orientations et préoccupations : les années 1980 ont amené le « tournant critique » (décrit à tour de rôle comme un tournant littéraire, réflexif, postmoderne, poststructuraliste ou interprétatif) ; les tournants linguistique, somatique et matériel et (plus récemment) le tournant ontologique ont suivi. La plupart de ces changements trouvèrent leur origine dans d'autres disciplines que l'archéologie. En effet, certains ont accusé l'archéologie de n'avoir pas de théorie propre et d'exploiter plutôt les nouvelles idées nées dans d'autres domaines en construisant des passerelles argumentatives afin de les rendre opérationnelles pour des données archéologiques (Yoffee & Sheratt 1993). Une pluralité de cadres interprétatifs, chacun ouvrant sur le passé archéologique une « fenêtre d'observation » différente, se sont succédé à un rythme rapide à partir des années 1970 : archéologie économique, écologique, comportementale, spatiale, symbolique, structuraliste, poststructuraliste, évolutionniste, annaliste, cognitive, féministe, sociale, ou encore archéologie du paysage, entre autres. Les principaux producteurs de ce paysage théorique mouvant furent et sont les archéologues des universités de Grande-Bretagne et d'Amérique du Nord, où l'économie politique de la production du savoir favorise

le théoricien innovateur capable de se faire des partisans. La récompense réside dans le statut, conféré par le nombre de citations et les propositions de postes en provenance de départements influents et richement dotés, au sein desquels des théories particulières attirent des adhérents issus de réseaux de collègues et d'étudiants de troisième cycle. L'objectif de ces engagements sur le plan de la théorie est bien sûr une compréhension élargie et si possible renouvelée de passés variés. Que des théories en particulier y parviennent, ou qu'elles soient de simples changements de mode sans lendemain, seul le temps permet de le révéler (Trigger 1990).

Les archéologues africains que j'ai interviewés sont parfaitement conscients de ce que la théorie archéologique est exogène et que les chercheurs étrangers définissent en général eux-mêmes leurs propres priorités. Ils ont le sentiment que, dans l'ensemble, les archéologues locaux dans leurs universités ne se préoccupent pas beaucoup de théorie. Dans certains cas, la nature « eurocentrique » de la théorie est citée comme une raison pour l'ignorer, avec, pour résultat ironique, un engagement minimal dans l'élaboration de théories plus adaptées aux données africaines. Hormis en Afrique du Sud, ce sont essentiellement des archéologues ayant récemment achevé leur doctorat en Amérique du Nord ou en Europe qui intègrent des considérations théoriques de manière active et consciente dans leurs enseignements et leurs recherches. Leur souci est d'encourager les étudiants à cadrer plus explicitement leurs questions de recherche et à adopter une approche plus critique quant aux types de collecte et d'analyse des données nécessaires pour aborder ces questions.

III. PRIORITÉS SCIENTIFIQUES, CONCEPTION DES PROJETS ET VALEURS DES PARTIES PRENANTES

Quels que soient l'orientation théorique ou le programme de recherches d'un projet à financement extérieur, un élément clé doit en être une planification de la recherche, élaborée au préalable, qui prenne en considération tout l'éventail des acteurs prenant part au projet et les intérêts sociaux impliqués. Pour une approche de la conception de la recherche qui inclue à la fois l'ensemble des intérêts des acteurs et les exigences d'une archéologie de terrain rigoureuse sur le plan intellectuel, il existe peu de guides qui surpassent *Archaeological Investigation* (2009) de Martin Carver. Ce dernier nous rappelle que « l'investigation archéologique se nourrit de sa conception, qui relie ses réalisations à ses objectifs, réconciliant les diverses priorités auxquelles l'enquête de terrain doit satisfaire, assurant un équilibre entre ses buts, sa capacité à lire le terrain et son contexte social... [S]ans une... conception en amont, un projet archéologique de terrain ne peut qu'être jugé inepte, ou, pire, non éthique. »

Un concept utile ici est celui d'« archéologie orientée par les valeurs » de Carver (2009), qui évalue les différentes valeurs placées dans le site ou le paysage particulier qui est proposé comme cible de recherche. Les parties prenantes potentielles vont de communautés locales ou descendantes jusqu'à des intérêts nationaux ou même globaux, tous devant être consultés et reconnus au même titre que les intérêts académiques, idéalement en tant que parties intégrantes de la conception de la recherche. Un dialogue significatif, respectueux des préoccupations et points de vue des parties prenantes, peut ouvrir la voie à de nouvelles manières de penser la recherche et suggérer des collaborations de qualité. S'il ne peut pas éliminer les conflits lorsque des divergences d'intérêts se font jour, il peut et devrait être une arène où faire preuve d'ouverture, de sensibilité et de bonne foi. Autant que possible, la recherche, dans sa conception et dans sa mise en œuvre, devrait s'efforcer de créer de la valeur ajoutée pour les acteurs locaux, dont les archéologues, les étudiants et les membres de la communauté, *via* une collaboration et un engagement actifs et le partage de l'information. Une conception de projet devrait être considérée comme un document de consultation contenant « les programmes proposés conçus pour servir la recherche, la conservation et d'autres intérêts. Son importance réside dans la reconnaissance que des ressources historiques vont être dépensées et que nous cherchons un consentement général. Son utilité réside dans l'exercice consistant à décider exactement que faire, et à en estimer le coût. Sa raison sociale est de sortir la recherche de terrain de son enclave académique pour la placer au cœur de la communauté contemporaine » (Carver 2009).

BIBLIOGRAPHIE

- Carver, M.O.H. 2009. *Archaeological Investigation*. Londres : Routledge.
- Robertshaw, P. (éd.). 1990. *A History of African Archaeology*. Portsmouth : Heinemann.
- Stahl, A.B. (éd.). 2004. *African Archaeology: A Critical Introduction*. Hoboken : Wiley-Blackwell.
- Trigger, B. 1990. *A History of Archaeological Thought*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Yoffee, N. & Sherratt, A. (éd.). 1993. *Archaeological Theory: Who Sets the Agenda ?* Cambridge : Cambridge University Press.

Je suis reconnaissante aux archéologues qui ont accepté d'être interviewés quant à leurs financements, travaux et projet dans leurs universités ou pays : les D^{rs} Ibrahima Thiaw (Sénégal), Zacharys Anger Gundu (Nigéria), Benjamin Kankyapeng et Wazi Apoh (Ghana), Morongwa Mongosthwane (Botswana).

RECHERCHES ACADÉMIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST : LE CAS DU SÉNÉGAL

Moustapha Sall¹

INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest comme dans d'autres pays du continent africain, l'archéologie a été initiée par des administrateurs et médecins coloniaux européens. La fondation de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) en août 1936 témoigne de cette influence. Implanté à Dakar, cet institut fédéral avait des antennes dans toute l'Afrique de l'Ouest française (AOF). C'est dans ce cadre qu'il devint un véritable point focal de la recherche (dépôt obligatoire de tous les matériaux découverts). Ces ambitions se traduisirent par les campagnes, mais aussi par la création de supports (*Bulletins de l'IFAN* et *Notes africaines*) qui permettaient de publier toutes les découvertes en Afrique de l'Ouest et surtout de valoriser les sites. C'est ainsi qu'au Sénégal des passionnés se sont intéressés aux vestiges pour diverses raisons. Il fallait pour certains reconstituer une partie de l'histoire dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, pour d'autres, percer le mystère des mégalithes, ou encore prouver l'origine des centaines d'amas coquilliers du littoral.

Depuis cette période (coloniale), l'essentiel des campagnes de recherches s'est focalisé sur le passé précolonial et s'inscrit dans trois repères chronologiques. Les premières campagnes, celles d'amateurs tels que de Mézière, Jouenne ou Joire, ont contribué à découvrir des sites et à cerner des comportements culturels et technologiques. À partir des années 1970-1980, les premières équipes de recherches professionnelles furent montées par les mêmes étrangers, suivis de nationaux, dans le cadre de leur cursus académique individuel, avec un intérêt marqué pour les sites paléolithiques, néolithiques et protohistoriques.

Bien que ces recherches aient pu contribuer à découvrir des sites, force est de constater que l'approche académique de l'archéologie accordait peu d'intérêt aux questions de société. Enseignée à de rares étudiants, cette discipline se singularisait par son isolement et son mutisme dans les débats de l'époque (origines et identités égyptiennes des populations sénégalaises). Cet intérêt pour les liens entre vestiges archéologiques et populations trouva un début d'informations à partir des années 1970. Des ethnologues, dans une vaste et longue campagne de recueil des traditions villageoises, sont devenus les pionniers de l'inventaire des pay-

sages archéologiques, d'où l'actuelle carte des sites protohistoriques (Martin & Becker 1974 ; **fig. 1**). Cependant, depuis la seconde moitié des années 1980, des avancées sont notées tant sur le plan de la méthodologie que de l'interprétation. En plus d'une approche classique, le recours gradué à d'autres méthodes (ethnographie, histoire) dans l'étude des sites de l'Âge du Fer a permis de montrer que ces pierres, tas de déchets, lieux mystiques, cimetières hantés (dans la perception populaire) sont de véritables bibliothèques à même de retracer l'histoire de chacun, au-delà des actuelles représentations idéologiques.

I. PASSÉ ET ARCHÉOLOGIE : L'EXEMPLE DU SÉNÉGAL

L'histoire du peuplement au Sénégal est matérialisée par la présence de plusieurs sites archéologiques (préhistoriques, néolithiques et protohistoriques).

De ces cultures, nous aborderons celles relatives à l'Âge du Fer (protohistoire) et qui ont focalisé le plus de recherches. En effet, en plus du travail de pionniers tels que Bonnel, de Mézières ou Monod, des non-archéologues (ethnologues) se sont attelés à identifier quatre catégories de comportements culturels des anciennes populations. La première, couvrant les nombreux sites du nord du pays et particulièrement de la vallée du fleuve Sénégal, est désignée sous le vocable de « zone des anciens villages sereer ». La seconde, « zone des amas coquilliers » et relative aux habitudes alimentaires (collecte, cuisson des mollusques et rejet des coquillages), est caractérisée par une accumulation de déchets de coquillages et une réutilisation funéraire. La troisième, « zone des tumuli », est constituée par les nombreuses buttes de sable dans le centre-ouest. La dernière regroupe les importants cercles mégalithiques et pierriers circulaires.

Bien que cet inventaire ait permis d'attester l'importance des vestiges archéologiques, il a suscité un débat relatif à la définition d'une culture archéologique. Une lecture amusante de ce paysage archéologique montre une zone réservée exclusivement à l'habitat (anciens villages de la vallée du fleuve Sénégal), une autre où les anciennes populations ne faisaient que manger (amas coquilliers), deux espaces exclusivement utilisés comme lieux d'inhumation (tumuli et mégalithes), avec certes des styles d'enterrement différents. Même si leur approche a fait l'objet de réserves, il n'en de-

¹ Département d'Histoire, FLSH, Ucad, Dakar, Sénégal.

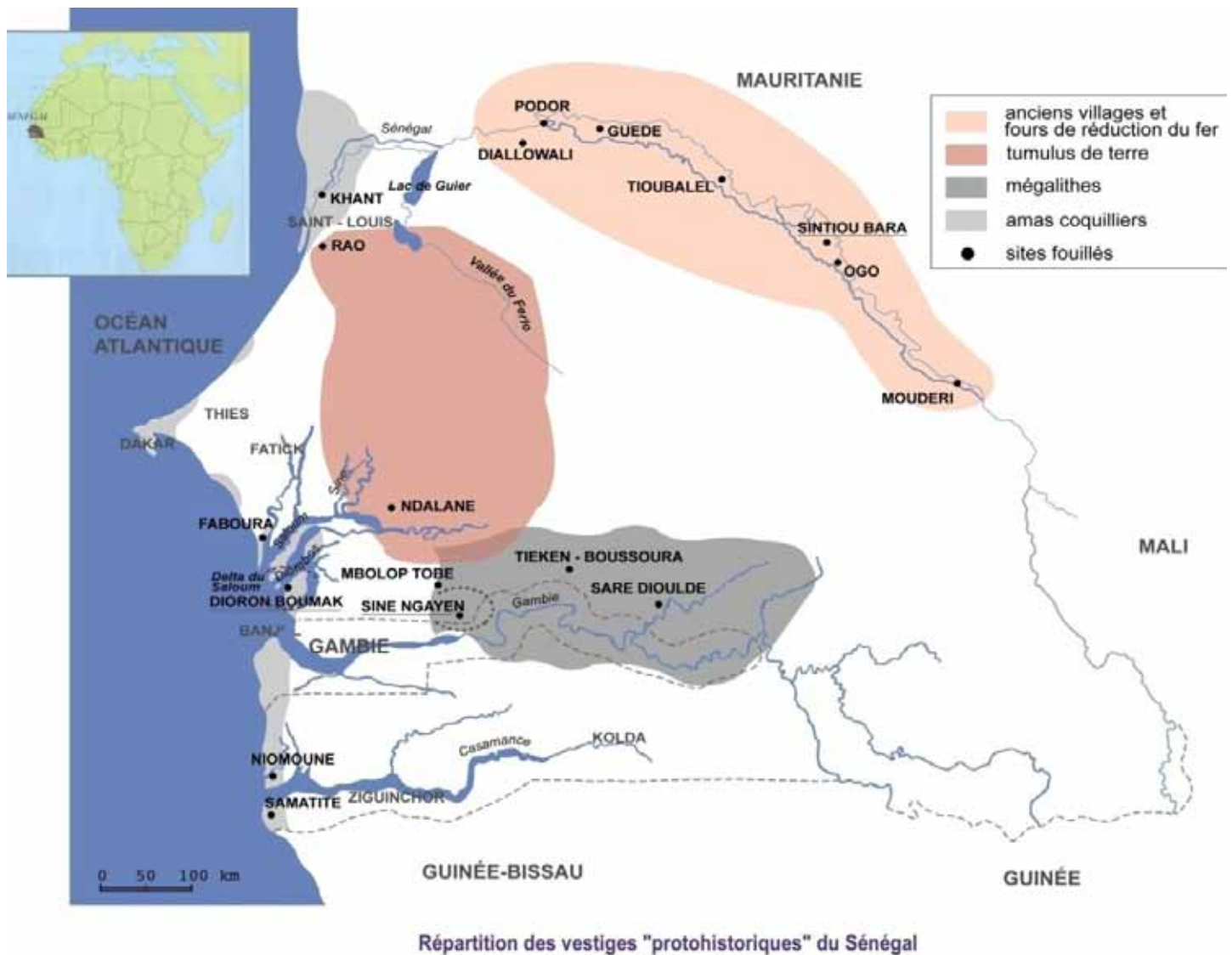


Fig. 1. Les différentes zones archéologiques inventoriées par les ethnologues. (© M. Sall.)

meure pas moins que les archéologues professionnels se sont évertués par la suite à mener leurs recherches dans cette division, avec des intérêts divers et de profondes divergences. La caractérisation des sites de la vallée du fleuve Sénégal (McIntosh et Bocoum 2000) en offre une parfaite illustration. Le même constat vaut pour les mégalithes et tumuli, avec une déconnection entre habitat et rites funéraires.

En ce qui concerne les repères, les datations de ce paysage archéologique ont permis de situer chronologiquement les différents sites étudiés. L'occupation de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, depuis le premier millénaire de notre ère jusqu'à la période moderne ; les mégalithes, du IV^e siècle avant J.-C. au XVI^e siècle ; les tumuli, avec des datations qui ne vont pas au-delà du XIII^e siècle. Pour les amas coquilliers du centre-ouest, les datations situent l'activité d'édification entre le VII^e et le XIII^e siècle après J.-C., alors que ceux du sud s'étendent sur une longue période, allant de 200 avant J.-C. à la période actuelle (de Sapiro 1971).

A. Attribution culturelle

En ce qui concerne l'identification des auteurs de ces sites, un bref survol montre que plusieurs méthodes ont été utilisées. Les ethnologues ont recouru aux traditions locales de certaines populations et à des analogies entre les comportements culturels, la morphologie et les fonctions de certains sites pour attribuer l'essentiel des sites (anciens villages de la vallée du fleuve Sénégal, tumuli et amas coquilliers du centre-ouest) aux populations sereer. Pour les mégalithes, les archéologues ne mentionnent aucun lien entre ces monuments et un groupe culturel (Sall 2005).

D'autres archéologues se sont servis de la variabilité des matériaux découverts (particulièrement la céramique) pour replacer certains sites dans des contextes politiques, historiques et sociaux (Thilmans & Ravisé 1980). L'utilisation de l'identification générique « Sudan » pour désigner toutes les populations noires qui auraient vécu ou transité dans la vallée du fleuve Sénégal n'a pas trouvé un écho favorable chez



Fig. 2. Sites archéologiques mis en évidence au cœur de Dakar (capitale du Sénégal). (Photos © M. Sall.)

d'autres, qui attribuent certains sites aux Sereer (Sall 2005).

En ce qui concerne les amas coquilliers du sud (Casamance), la première recherche archéologique a permis d'identifier quatre phases d'occupation qui s'étendent sur 19 siècles. En interprétant ces phases, l'auteur, sur la base des analogies entre céramique archéologique et actuelle, avance l'hypothèse de la présence de deux groupes, dont celui des Diola à partir du VII^e siècle (de Sapir 1971). Cependant, l'interprétation de la prééminence de la présence diola a été relativisée par d'autres recherches ethnoarchéologiques, les traditions locales et les sources écrites (Sall 2005).

Ce bref survol de l'étude culturelle des sites archéologiques, et surtout des méthodologies d'interprétation, montre une évolution dans l'utilisation des outils. La durée de l'occupation de certains sites jusqu'à la période moderne (historique) et la référence à des groupes culturels ont suscité une nouvelle orientation.

B. Archéologie historique

À la différence de l'approche des pionniers de l'archéologie au Sénégal, la nouvelle génération d'archéologue (5 parmi les 10 archéologues actifs du pays) a entamé depuis la fin des années 1990 une vaste étude sur les sites historiques.

C'est dans ce cadre que les premières prospections visant à inventorier « les villages désertés » tout en accordant une importance particulière aux causes de leur abandon (Diop 1985) ont été menées. D'autres se sont intéressés à la traite négrière, avec d'importantes fouilles dans l'île de Gorée (Thiaw 2010).

La même perspective est notée au sud du pays (Casamance). En effet, une revue critique des études portant sur les populations du Sénégal montre que la longue histoire de cette région, qui occupe une place très importante dans la problématique anthropologique de la sous-région, est restée mal connue. Comme la vallée du fleuve Sénégal, cette région fut un creuset de civilisations où plusieurs populations (Baynound, Manding, Diola, Sereer, Wolof, Balantes, Peul, Manjaques, Mancagnes, Aramé et Pépels) sont venues s'implanter, eu égard à ses conditions écologiques particulières. L'analyse de cette dynamique culturelle a fait l'objet d'approches (archéologique, historique, anthropologique, linguistique, géographique, etc.) dont les conclusions sont loin d'être exhaustives et convergentes (Sall 2005).

Pour mieux cerner cette dynamique, en plus de mes études ethnoarchéologiques, j'ai entamé des recherches archéologiques (prospections et fouilles) sur les anciens villages baynound qui s'étendent de la Gambie (Brefet &

Bintang) jusqu'en Guinée-Bissau. Nos récentes fouilles archéologiques (2011-2012) effectuées sur des anciens sites d'habitat baynound (Djibonker & Butimul) attestent une ancienne présence des Baïnound à l'ouest, entre 683 et 1539 avant J.-C. (dates non encore calibrées). Celles-ci sont en train d'être complétées par d'autres effectuées sur les sites de Gonoum et Koubone (considérés par les Baynound comme leurs plus anciens emplacements). Les prospections effectuées en 2014 ont mobilisé 150 étudiants du département d'Histoire séduits par les nouvelles orientations axées sur l'archéologie des sociétés vivantes.

II. ARCHÉOLOGIE, MONUMENTS ARCHÉOLOGIQUES ET PUBLIC

La dynamique archéologique de la période coloniale n'a pas survécu aux indépendances après les années 1960. En effet, au Sénégal, même si l'IFAN est resté un grand institut de recherche, la politique culturelle du pays négligeait cette méthode (archéologie) de documentation de l'histoire culturelle du pays. Cette négligence se retrouve dans l'absence de crédits financiers, mais surtout au niveau législatif dans la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes. Cette protection timide a eu des conséquences néfastes sur les sites archéologiques. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux (pour lesquels les populations locales ne se reconnaissent aucune connexion) ont été littéralement rasés par les pouvoirs publics ou les entrepreneurs. Ce manque de protection n'épargne pas les sites de la capitale (Dakar) qui étaient fièrement montrés aux visiteurs durant la période coloniale (fig. 2).

En revanche, les monuments historiques coloniaux (ceux de Gorée, Dakar et Saint-Louis) ont fait l'objet d'une bonne protection avec les premières propositions de classement aux patrimoines national et mondial. Ce sont eux que l'on met le plus en exergue dans le cadre de la formation scolaire, et les élèves les confondent souvent avec tout ce qui est archéologie et/ou héritage culturel.

Cependant, en plus de l'État, les populations constituent une menace sérieuse pour les monuments archéologiques et posent le problème de l'attribution culturelle. En effet, les archéologues dans leurs interprétations ont souvent tendance à attribuer des sites archéologiques à d'anciennes populations dont les descendants vivent à côté des lieux ; mais qu'en est-il de leur perception ? Dans la vallée du fleuve Sénégal, les populations halpular les considèrent comme non islamiques, d'où une certaine indifférence à leur égard. Ce manque de fibre culturelle se retrouve aussi dans la zone des mégalithes chez les populations locales (Wolof, Peul).



Fig. 3. Cimetière mixte (chrétien-musulman) aménagé sur un amas coquillier à Fadiouth. (© M. Sall.)

En revanche, dans la zone des amas coquilliers, deux comportements sont notés. Certains amas archéologiques sont devenus des lieux sacrés où certaines populations sereer font des libations et qu'ils réutilisent même comme cimetières. C'est le cas de l'amas de Fadiouth où les habitants actuels de ce village (qu'ils soient musulmans ou chrétiens) gardent en mémoire une croyance commune, symbolisée par ce monument qui fait office de cimetière mixte (fig. 3). En revanche, d'autres amas, qui n'ont pas cette connexion, sont littéralement pillés et les coquillages vendus (fig. 4).

Cette attitude des populations connaît une exception pour les sites historiques sacrés (lieux de culte, de mémoire et autres) : aucune profanation n'y est envisageable et de plus toute recherche y est difficile : les archéologues n'y sont pas les bienvenus. Ces problèmes sont accentués aussi par le fait que le Sénégal manque de ressources humaines qualifiées.

III. ARCHÉOLOGIE ET FORMATION

Au Sénégal, les archéologues et l'archéologie sont diversement appréciés. En effet, le métier d'archéologue est resté bizarre. Pour certains, ce chercheur est « un profanateur de tombes » et ils ne comprennent pas souvent qu'il puisse venir de l'Université (donc de la ville) et passer son temps à ramasser des objets anodins ou à creuser comme un maçon. Les quelques archéologues sénégalais (10) racontent souvent leurs mésaventures (taxés de folie, de bas niveau académique). Au niveau des pouvoirs publics, comme d'ailleurs dans beaucoup de pays africains, la recherche archéologique ne bénéficie pas de fonds de soutien car la priorité est accordée aux secteurs vitaux (santé, alimentation, etc.). Ce manque de financement, associé à la cherté des recherches,



Fig. 4. Pillage des amas coquilliers par les populations locales et perte d'un crâne (photo de droite). (Photos © M. Sall.)

plombe encore la discipline. Cependant, si au début l'orientation méthodologique (études des sites préhistoriques sans référence aux questions de société) n'intéressait pas beaucoup d'étudiants (moins d'une quinzaine par année), force est de constater que depuis les années 2000 la prise en compte des rapports entre archéologie-patrimoine et développement a séduit nombre d'entre eux. Ainsi cette science jugée, à l'origine, trop compliquée et trop chère est devenue attrayante de par ses nouvelles ouvertures sur des questions de développement (gestion du patrimoine). Cette évolution dans les approches lui a permis d'attirer des générations d'étudiants sénégalais et africains séduits par cette discipline innovante dans sa scientificité (proche des sciences exactes et transversale entre la géologie, la chimie, la géographie, l'anthropologie, etc.) et qui offre une nouvelle méthodologie (sorties et travail de terrain, contacts avec des objets). C'est ainsi que, depuis 2010, les contingents se chiffrent par centaines (de 100 en 2010, les effectifs d'étudiants spécialisés en archéologie sont passés à 300 en 2014) (fig. 5).

CONCLUSION

Cette brève présentation montre que l'archéologie au Sénégal, malgré les initiatives prises depuis la période coloniale par des passionnés et des ethnologues, a encore beaucoup de chemin à parcourir. En effet, bien que les recherches aient contribué à mieux connaître et dater certains

pans de l'histoire du peuplement, elles n'ont pas encore eu de visibilité dans le débat relatif aux origines égyptiennes et arabiques attribuées ou revendiquées par des populations qui, le plus souvent, sont fortement islamisées. Les études ont montré que l'actuelle carte des sites protohistoriques, malgré son importance en tant que source pour les archéologues, devrait être revue afin de corriger certains problèmes méthodologiques : les buttes de sable présentes dans la vallée du fleuve Sénégal sont-elles exclusivement des îlots insubmersibles ? Celles inventoriées comme étant des tumuli parfois adjacents à des cuvettes n'avaient-elles pas la même fonction que celles de la vallée ? Tout ceci pour montrer la nécessité de prendre en compte l'existence de probables liens entre les provinces culturelles, au-delà de leur espace géographique, afin de mieux comprendre les connexions entre comportements culturels (alimentation, inhumations, etc.) et stratégies de peuplement (habitat). La réponse à ces quelques questions requiert de grandes campagnes de recherches archéologiques qui malheureusement sont entravées par le triple problème de la législation en vigueur, de la mobilisation des ressources et de la disponibilité en ressources humaines. Pour ce dernier aspect (formation), l'extension des recherches archéologiques vers les sites historiques ou de mémoire et leur articulation aux questions de développement permettront de former de nouveaux agents du développement culturel.



Fig. 5. Formation des étudiants sur des sites historiques. (Photos © M. Sall.)

BIBLIOGRAPHIE

Linares de Sapir, O. 1971. « Shell middens of Lower Casamance and problems of Diola Protohistory ». *West African Journal of Archaeology* 1 : 23-54.

Martin, V. & Becker, C. 1974. « Vestiges protohistoriques et occupation humaine au Sénégal ». *Annales de Démographie historique*. Paris : Mouton, pp. 403-429.

McIntosh, S.K. & Bocoum, H. 2000. « New perspectives on Sincu Bara, a first millenium site in the Senegal Valley. *African Archaeological Review* 17 : 1-43.

Sall, M. 2005. *Traditions céramiques, identités et peuplement en Sénégalie*. *Ethnographie comparée et essai de reconstitution historique*. Oxford : Archaeopress (coll. « B.A.R. International Series », n° 1407 ; coll. « Cambridge Monographs in African Archaeology », n° 63).

Thiaw, I. 2010. « L'espace entre les mots et les choses : mémoire historique et culture matérielle à Gorée (Sénégal) ». In I. Thiaw (dir.), *Espace, culture matérielle et identités en Sénégalie*. Dakar : CODESRIA, pp. 39-66.

Thilmans, G. & Ravise, A. 1980. *Protohistoire du Sénégal. Sinthiou Bara et les sites du fleuve*. Dakar : Institut français d'Afrique noire (coll. « Mémoires de l'IFAN », n° 91 (2)).

PERSPECTIVES AFRICAINES SUR LA RECHERCHE ACADÉMIQUE : LE CAS DU CAMEROUN

Christophe Mbida Mindzie¹

INTRODUCTION

L'archéologie comme discipline académique est d'introduction relativement récente dans les universités camerounaises. Elle a évolué à l'origine comme une discipline auxiliaire de l'histoire et c'est dans le département d'Histoire de l'Université de Yaoundé, la seule à l'époque, que ses enseignements ont d'abord été dispensés comme un cours optionnel. Avec la réforme universitaire de 1993, un département des Arts et Archéologie a été créé. Depuis deux décennies, l'enseignement et la recherche en archéologie progressent dans les institutions universitaires du Cameroun avec plus ou moins de bonheur. Ce texte va faire un bref historique de la recherche archéologique dans le pays de la fin du XX^e siècle au début du XXI^e et esquisser les défis et perspectives qui se présentent à l'enseignement et à la recherche de cette discipline.

I. LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE AU CAMEROUN À LA FIN DU XX^e SIÈCLE

La pratique de l'archéologie au Cameroun a été au départ l'œuvre de passionnés et d'amateurs qui pour la plupart étaient en service dans l'administration coloniale au cours des années 1930. On y retrouvait des administrateurs coloniaux (E.M. Buisson, J. Fourneau, J. Guillou, J.B. Jauze), un médecin (M.D.W. Jeffreys), un religieux (Georges Schwab). Cependant, dès 1936, celui qu'on considère comme le « père » de l'archéologie camerounaise et tchadienne, Jean-Paul Lebeuf, chercheur au Centre national de la Recherche scientifique (CNRS) de France, mène dans le Nord-Cameroun une intense activité de recherches en ethnoarchéologie. Lui et son épouse Annie Masson Detourbet Lebeuf, chercheur au CNRS également, marqueront cette première phase professionnelle de l'archéologie camerounaise. Leurs programmes de recherches consacrés à la découverte de la civilisation Sao disparue se poursuivront jusqu'au début des années 1980 (Essomba 1986).

Dans les années qui suivront l'indépendance du Cameroun en 1960 une innovation institutionnelle va s'opérer avec la création d'une structure de recherche camerounaise, l'Office national de la Recherche scientifique et technique

(ONAREST), qui deviendra plus tard la délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST). Cette dernière sera intégrée ensuite au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRES). Ces structures chargées de la recherche vont mettre au point et développer les premiers programmes de recherches archéologiques camerounaises, plus précisément au sein du Centre d'Études et de Recherches anthropologiques (CREA) appartenant à l'Institut des Sciences humaines (ISH). C'est à ce titre que la première réunion des archéologues du Cameroun, tenue à Garoua du 26 au 28 février 1979, sera placée sous l'égide de l'ONAREST et que le premier colloque international sur l'archéologie au Cameroun de janvier 1986 sera présidé par le MESRES.

Les institutions de recherche camerounaises établiront avec celles d'autres pays ou avec des universités étrangères des accords et conventions de coopération et collaboration, apportant même un soutien financier et logistique à certains de ces programmes. À ce titre, l'équipe du CNRS dirigée par J.-P. Lebeuf a poursuivi ses activités de recherche dans la partie septentrionale du pays, bientôt rejointe par les chercheurs de l'Office de Recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), tels Marliac et Gauthier. Nicolas David mènera à partir de 1967 des fouilles dans la région de la Bénoué avec le concours de l'Université de Pennsylvanie et plus tard, le « Mandara archaeological project », avec l'Université de Calgary au Canada. Au début des années 1980, sous la direction du professeur Pierre de Maret, la Mission belge de Recherches anthropologiques amorcera son programme de travail dans le Cameroun méridional en collaboration avec l'ISH, mais plus tard une convention de coopération sera signée entre l'Université libre de Bruxelles (ULB) et l'Université de Yaoundé (Essomba 1992 ; Delneuf *et al.* 1998).

Il faut signaler qu'une bonne partie des programmes de recherche de l'ISH étaient conduits par les enseignants de l'université. C'est par ce biais que l'archéologie va entrer dans l'univers académique au Cameroun. Au départ, elle est considérée comme une discipline auxiliaire de l'histoire. Le Révérend Père Mveng jouera un rôle de pionnier à cet égard. Il est le premier historien camerounais à s'être tourné vers l'archéologie, avec quelques publications dignes d'intérêt. Mais ce sera son disciple, le Professeur J.-M. Essomba

¹ Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines, Université de Yaoundé I, Cameroun.

qui dispensera les premiers enseignements d'archéologie dès 1975 dans le département d'Histoire de l'Université de Yaoundé. Ces cours optionnels sont restés très théoriques, l'institution ne possédant pas de programme de recherche archéologique. Les opportunités de travail de terrain seront offertes grâce aux programmes de recherche de l'ISH et d'institutions étrangères, telles que l'Université libre de Bruxelles, l'ORSTOM, le CNRS ou l'Université de Calgary.

Un nouveau pas sera franchi en janvier 1993 avec la réforme universitaire du Cameroun. Six nouvelles universités d'État vont être créées. Les institutions universitaires se voient fixer certains objectifs d'amélioration quantitative et qualitative de l'offre d'enseignement. Parmi les principes directeurs à la base de ces mutations figurent, entre autres, une large autonomie académique et de gestion, la professionnalisation et l'augmentation de l'offre éducative, ainsi que la dynamisation de la coopération interuniversitaire et internationale. Sur le plan académique, à l'Université de Yaoundé I sera créée la faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines et avec elle un nouveau département des Arts et Archéologie. Ce dernier dispense également des enseignements dans le domaine de la gestion du patrimoine. La réforme assigne des missions précises aux personnels enseignants des universités, à savoir l'enseignement, la recherche, la promotion scientifique et l'appui au développement (Fouda Ndjodo *et al.* 2012).

II. L'ARCHÉOLOGIE AU CAMEROUN AU DÉBUT DU XXI^e SIÈCLE : ENJEUX, DÉFIS, PERSPECTIVES

Le troisième millénaire commence au Cameroun dans un contexte différent. L'ISH a été fermé en 1991 suite à la vague d'agitation politique de l'époque, un département des Arts et de l'Archéologie, sans équipement et finances adéquats, est ouvert à l'Université de Yaoundé I, le pays est engagé dans de grands travaux d'équipement en infrastructures comportant un impact sur le patrimoine culturel. Les archéologues vont mettre à profit cette opportunité d'obtenir des financements pour le travail de terrain et les équipements de base. C'est à ce moment que seront initiés les premiers programmes de suivi archéologique des grands travaux ou programmes d'archéologie préventive.

Les routes Bertoua-Garoua Boulāi (BGB), Lolodorf-Kribi-Campo, Ngaoundéré-Toubo-Bogdibo, l'oléoduc Tchad-Cameroun, les centrales thermiques de Dibamba et Mpolongwé, la concession minière de Mbalam furent parmi les premiers cas de pratique d'archéologie préventive. Ces projets où étaient impliqués les enseignants de l'Université de Yaoundé I ont été un cadre idoine d'accomplissement de leurs missions. Les étudiants ont eu des opportunités de formation

pratique sur le terrain, la recherche a été rendue possible par la découverte de nouveaux sites et l'acquisition de nouveaux matériels, la promotion scientifique par des publications, et l'appui au développement par l'expertise apportée à ces projets. Nous pensons qu'il s'agit là d'apports positifs qui nous permettent d'envisager avec optimisme l'avenir de la recherche archéologique au Cameroun et en Afrique centrale.

À ce jour, quels sont les défis et les perspectives qui se présentent à l'enseignement et à la recherche archéologiques au Cameroun ? Le premier défi est de consolider nos structures pour former un personnel en nombre suffisant, et s'assurer un équipement minimal et le financement de programmes. La formation académique dans les domaines des arts et de l'archéologie a bénéficié au départ du concours des différents programmes des institutions citées plus haut, à savoir le CNRS, l'ORSTOM devenu l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), l'Université libre de Bruxelles et le « Mandara Archaeological Project », Université de Tübingen. Ils ont donné la possibilité à un certain nombre d'étudiants d'obtenir des bourses de formation doctorale. Des thèses en archéologie ont été soutenues par des étudiants formés à la base à l'Université de Yaoundé – qui deviendra à la faveur de la réforme de 1993 Yaoundé I –, à l'Université de Paris-Sorbonne, à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université de Laval au Canada. Il faut souligner le rôle joué par la section de Préhistoire du Musée royal de l'Afrique centrale qui a accueilli tous les doctorants formés en Belgique.

Le mode de fonctionnement de nos administrations est un autre écueil à vaincre. Elles doivent rompre leur cloisonnement et bâtir des synergies par le biais de programmes et projets communs et leurs responsables doivent être animés par le sens de l'intérêt public. Les résultats en demi-teinte il y a quelques années de la composante culturelle du « Projet de Renforcement des Capacités environnementales et sociales pour le secteur de l'Énergie » (PReCESSE) destiné à l'archéologie préventive et financé par la Banque mondiale le montrent à suffisance et ont été une occasion manquée (Mbida Mindzie sous presse). Nos institutions de formation ne pourront jamais atteindre les objectifs de professionnalisation qu'on leur assigne, si elles ne travaillent pas avec les secteurs qui ont besoin des compétences des personnes qu'elles forment, et si elles ne sont pas au fait des besoins du marché du travail. Il est possible de fédérer les programmes de recherche et les projets entre les ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Culture, de l'Environnement, des Travaux publics et autres, en fonction de la convergence des intérêts. Le décloisonnement de nos administrations publiques est une étape nécessaire à franchir en vue de leur performance et leur efficacité.

En définitive, le futur de l'enseignement et de la recherche archéologiques au Cameroun et dans d'autres pays d'Afrique centrale devrait être placé dans une perspective patrimoniale plus générale. Il s'agit d'établir une chaîne de valeurs où l'on forme non seulement des archéologues et fouilleurs, mais aussi d'autres professionnels en lien avec l'archéologie : conservateurs, restaurateurs, muséologues, scénographes, muséographes, régisseurs, agents de communication, etc. Toutes ces compétences font encore défaut à la valorisation du patrimoine archéologique et ethnographique. L'archéologie préventive est appelée à se systématiser au vu des divers projets d'aménagement en cours ou en perspective, et en conformité avec la législation nationale. Mais, étant essentiellement limitée aux zones de développement des grands travaux, elle ne permet pas une recherche fondamentale, plus cohérente, rendue possible par l'archéologie programmée, un peu abandonnée dans nos institutions et qu'il convient toujours de soutenir. La responsabilité de l'État est déterminante en termes de financement de cette archéologie programmée.

Progressivement, le département des Arts et de l'Archéologie s'enrichit en personnel formé de haut niveau. Il est rattaché, comme tous les autres départements de l'Université de Yaoundé I, au système licence-master-doctorat (LMD). Des étudiants issus du Tchad et de Centrafrique y sont régulièrement formés. Il apporte son expertise, en même temps que l'Université de Coimbra du Portugal, à l'Institut national du Patrimoine culturel (INPC), structure du ministère de la Culture d'Angola avec lequel une convention de coopération a été signée, dans le cadre du projet d'inscription de l'ancienne cité de Mbanza Kongo sur la liste du Patrimoine mondial. L'un des derniers défis de ce département est de consolider ses enseignements grâce à des équipements adéquats (laboratoires, réserves, logistique, etc.), du personnel suffisant en qualité et en quantité, une équipe de recherche pluridisciplinaire aux programmes bien établis, un réseau fiable de collaboration avec les institutions locales et extérieures. Des démarches dans ce sens sont entreprises avec des programmes et universités aux États-Unis, en Europe et en Asie. Toutes choses qui lui permettront de consolider le rayonnement régional et international auquel il aspire.

BIBLIOGRAPHIE

Delneuf, M., Essomba, J.-M. & Froment, A. (éd.). 1998. *Paléo-anthropologie en Afrique centrale. Un bilan de l'archéologie au Cameroun*. Paris : L'Harmattan (coll. « Études africaines »), 368 p.

Essomba, J.-M. 1986. *Bibliographie critique de l'archéologie camerounaise*. Yaoundé : Librairie universitaire de Yaoundé, 132 p.

Essomba, J.-M. (éd.). 1992. *L'Archéologie au Cameroun*. Paris : Karthala, 384 p.

Fouda Ndjodo, M. & Awono Onana, C. 2012. « Les réformes de gouvernance dans l'enseignement supérieur camerounais. Pré-conférence de l'International Institute for Educational Planning (IIEP) à Dakar le 14 novembre 2012 "Réformes de gouvernance dans l'enseignement supérieur : quelle politique avec quels effets" ». Document inédit disponible sur www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Dakar/pdf/REFORMEGOUVERNANCECAMEROUNnov2012.pdf.

Mbida Mindzie, C. (sous presse). « Archéologie préventive au Cameroun : le contexte institutionnel et légal, les enjeux, les défis ». In C. Mbida Mindzie & R.N. Asombang (éd.) *Archéologie préventive et patrimoines en Afrique centrale : actes de la Conférence internationale sur l'archéologie préventive le long du pipeline Tchad-Cameroun (24-26 mai 2011, Yaoundé, Cameroun)*.

Ministère de l'Enseignement supérieur, République du Cameroun. 2009. « Stratégie opérationnelle de la nouvelle gouvernance universitaire. Une vision pour l'université camerounaise - Horizon 2020 ». Rapport inédit, disponible sur www.camerounenmarche.com